



CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

3 avril 2017 (Luxembourg)

Le Conseil, présidé par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera par une discussion sur la **Syrie**. Cette discussion aura lieu à la veille de la **conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région** (4 et 5 avril 2017), que l'UE co-présidera avec l'Allemagne, le Koweït, la Norvège, le Qatar, le Royaume-Uni et les Nations unies. Les ministres débattront de la **stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie**, sur la base de la communication conjointe de la Commission européenne et de la haute représentante publiée le 14 mars 2017. Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la Syrie.

Le Conseil débattrait également de la **situation en Libye**, dans le prolongement du dernier débat qui a eu lieu lors de la session du Conseil des affaires étrangères en février. La haute représentante rendra compte aux ministres de la réunion du Quatuor sur la Libye, à laquelle elle a participé avec les Nations unies, l'Union africaine et la ligue des États Arabes le 18 mars 2017.

Le Conseil discutera de la **situation au Yémen** et devrait adopter des conclusions. Les ministres se pencheront sur la situation humanitaire dans le pays, qui ne cesse de se dégrader.

Au cours du déjeuner, les ministres de l'UE auront un échange de vues avec le **Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Ahmed Aboul-Gheit**, et évoqueront la coopération entre l'Union européenne et la Ligue des États arabes ainsi que les principaux dossiers régionaux.

Au terme du processus électoral et après la formation du nouveau gouvernement, le Conseil devrait adopter sans débat des conclusions sur la Somalie, qui alimenteront également la conférence de Londres sur la Somalie prévue le 11 mai 2017. Le Conseil devrait également adopter des conclusions sur la promotion et la protection des droits de l'enfant.

Possibilités de point presse:

- +/- 9 h 45 (à confirmer) Déclaration de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, avant la session
- +/- 14 heures Accueil par la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, du Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit (déclaration à l'arrivée)
- +/- 16 heures Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères

[Conférences de presse et manifestations publiques par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Syrie

Le Conseil débattrait de la situation en Syrie et devrait adopter des conclusions. Cette discussion aura lieu à la veille de la conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région (4 et 5 avril 2017), que l'UE co-présidera avec l'Allemagne, le Koweït, la Norvège, le Qatar, le Royaume-Uni et les Nations unies. Les ministres débattront de la stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie, sur la base de la communication conjointe de la Commission européenne et de la haute représentante publiée le 14 mars 2017.

Dans leur communication conjointe, la Commission et la haute représentante proposent des moyens permettant à l'UE de jouer un rôle plus important en faveur d'une solution politique durable en Syrie dans le cadre existant mis en place par les Nations unies. Elles y examinent également la manière dont l'UE peut continuer d'apporter son aide aux plus de 13 millions de personnes qui sont dans le besoin en Syrie, contribuer à renforcer la résilience et la stabilité dans le pays ainsi que soutenir la reconstruction après qu'un accord aura été trouvé et le retour volontaire, dans la dignité et en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays une fois qu'une transition politique crédible sera engagée.

Le Conseil devrait confirmer la détermination de l'UE à réaffirmer son soutien aux pays voisins de la Syrie, en particulier la Jordanie, le Liban et la Turquie, ainsi que l'Iraq et l'Égypte, qui ont fait la preuve de leur détermination et de leur résilience en accueillant des millions de réfugiés syriens au cours de ces dernières années. Le Conseil donnera des orientations stratégiques pour définir l'approche de l'UE lors de la conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région. Cette conférence, organisée par l'UE, sera l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis collectivement par la communauté internationale dans la réalisation des engagements pris lors de la conférence de Londres et de décider des mesures supplémentaires qui s'imposent pour répondre aux besoins des victimes de la crise.

À ce jour, 13,5 millions de Syriens ont besoin d'une aide humanitaire en Syrie, dont 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Un million et demi de Syriens vivent dans des zones assiégées et 4,9 millions de réfugiés syriens sont accueillis par des pays voisins de la Syrie et dans l'ensemble de la région. L'UE et les États membres ont jusqu'ici mobilisé plus de 9,4 milliards d'euros aux fins de l'aide humanitaire et pour soutenir la stabilisation en réponse à la crise en Syrie. En février 2016, lors de la conférence de Londres sur la Syrie, ils s'étaient engagés à verser plus de 3 milliards d'euros pour la période 2016-2017.

[Syrie: réponse du Conseil à la crise](#)

[Communiqué de presse sur la communication conjointe intitulée "Éléments d'une stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie"](#)

[Aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région - Conférence de Bruxelles, 4 et 5 avril 2017](#)

Libye

Le Conseil débattait de la situation en Libye, dans le prolongement du dernier débat qui a eu lieu lors de la session du Conseil des affaires étrangères en février. Dans ses conclusions du 6 février, le Conseil a réaffirmé qu'il importe que la Libye retrouve la stabilité, grâce à un règlement politique inclusif dans le cadre de l'accord politique libyen. Il a souligné le rôle important que les organisations et acteurs régionaux pourraient jouer à cet égard.

La haute représentante a ensuite participé à la première réunion du Quatuor sur la Libye, qui s'est tenue le 18 mars 2017 au Caire. Le Quatuor a été créé lorsque les Nations unies, l'Union africaine et la Ligue des États arabes ont invité l'UE à participer aux travaux qu'elles mènent conjointement pour accompagner le processus de transition politique en Libye en garantissant la pleine maîtrise par la Libye.

Les ministres pourraient également faire le point sur l'état de l'EUNAVFOR MED opération SOPHIA, l'opération navale de l'UE qui vise à démanteler le modèle économique des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains dans la partie sud de la Méditerranée centrale. Dans le cadre de ses tâches de soutien, l'opération de l'UE a formé 93 garde-côtes libyens dans le cadre d'un premier cycle de formation et en a formé jusqu'ici 32 autres dans le cadre d'un deuxième cycle de formation, le but étant d'aider les garde-côtes libyens à accomplir leur mission. Conformément à la déclaration de Malte, l'UE met actuellement en œuvre un ensemble de mesures de soutien à la Libye dans le cadre de l'effort global visant à lutter contre l'immigration irrégulière le long de la route de la Méditerranée centrale. À cette fin, l'UE a annoncé un financement supplémentaire d'un montant de 200 millions d'euros. Parallèlement, l'UE met actuellement en œuvre des programmes dont le montant s'élève à 120 millions d'euros, aux fins de projets portant sur le secteur de la santé, la gouvernance, la sécurité, la société civile, la protection des personnes, la jeunesse et l'éducation.

[1^{re} réunion du Quatuor sur la Libye, tenue au Caire](#)
[Relations UE-Libye \(fiche d'information\)](#)
[Conclusions du Conseil sur la Libye, 6 février 2017](#)
[EUNAVFOR MED opération SOPHIA](#)

Yémen

Le Conseil discutera de la situation au Yémen et adoptera des conclusions.

Le conflit au Yémen est entré dans sa deuxième année. Il a causé la mort de plus de 10 000 civils, contraint des millions de personnes à quitter leur foyer et aggravé considérablement une situation humanitaire déjà dramatique. 17 millions de Yéménites ont besoin d'une aide humanitaire pour leur survie et 7,3 millions sont sérieusement exposés à un risque de famine. Selon les estimations, 2.2 million d'enfants sont gravement sous-alimentés. Plus de 600 hôpitaux et dispensaires, et 1 600 écoles ont été endommagées au cours du conflit.

Le Conseil devrait exprimer à nouveau sa profonde préoccupation face à la situation dans le pays. La poursuite de l'escalade du conflit et l'absence de dialogue entre les parties ainsi que la poursuite de la détérioration de la situation humanitaire et les obstacles considérables à l'acheminement de l'aide humanitaire reflètent une évolution inquiétante.

Au cours de leur discussion, les ministres pourraient évoquer les différents aspects de la crise:

- les conséquences de la guerre au Yémen pour la **stabilité régionale**, la guerre ayant créé des conditions dans lesquelles peuvent prospérer des **organisations terroristes** et criminelles telles qu'Al-Qaida et Daech;
- l'importance que revêtent **une solution politique** et un processus de négociation faisant intervenir toutes les parties concernées, étant donné qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit. L'UE a appelé à de nombreuses reprises toutes les parties à soutenir les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies visant à relancer les négociations, et insiste sur l'importance que revêt une cessation prolongée des hostilités afin de créer les conditions de la reprise des pourparlers;
- les **aspects humanitaires**, notamment le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, la nécessité impérieuse de lever les obstacles, notamment bureaucratiques, qui empêchent l'acheminement d'une aide vitale et l'importance de garantir la sécurité des travailleurs humanitaires.

Le Conseil devrait se déclarer prêt à accroître ses efforts pour soutenir les actions que mènent les Nations unies afin de tenter d'aboutir à un règlement politique de la crise et pour renforcer l'aide humanitaire qu'elle apporte à la population dans l'ensemble du pays en tenant compte des besoins croissants.

[Les relations entre l'UE et la Libye](#)

Ligue des États arabes

Au cours du déjeuner, les ministres de l'UE discuteront de questions importantes pour la région avec le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit. Parmi ces questions figurent la situation en Syrie et en Libye ainsi que le processus de paix au Proche-Orient.

Autres points

Le Conseil devrait adopter sans débat plusieurs conclusions et décisions.

Somalie

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la Somalie dans lesquelles il se félicite de l'achèvement récent du processus électoral, de l'élection du président Mohamed Abdullahi Mahamed Farmaajo et de la formation du nouveau gouvernement, ainsi que de l'arrivée de nombreux nouveaux membres au Parlement et de la représentation accrue des femmes. Le Conseil devrait se dire conscient des défis majeurs auxquels est confronté le nouveau gouvernement, notamment la crise humanitaire qui frappe actuellement le pays, et réaffirmer la mobilisation à long terme de l'UE à l'égard du pays. Un nouvel accord de partenariat entre la Somalie et la communauté internationale est essentiel pour concilier les objectifs liés à la sécurité, les objectifs politiques et les objectifs de développement durant les quatre prochaines années. Le nouvel accord de partenariat devrait être adopté à la conférence de Londres sur la Somalie, le 11 mai 2017. Les conclusions du Conseil serviront d'orientations stratégiques pour l'UE lors de cette conférence.

[Relations de l'UE avec la Somalie](#)

[Conférence de Londres sur la Somalie, le 11 mai 2017](#)

Droits de l'enfant

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la promotion et la protection des droits de l'enfant. Ces conclusions se situent dans le prolongement des **orientations de l'UE pour la promotion et la protection des droits de l'enfant (2017) - Ne laisser aucun enfant de côté**, que le Conseil a adoptées le 6 mars 2017. Par ces orientations, l'UE a réaffirmé qu'elle était résolue à protéger et à promouvoir à tous égards les droits de l'enfant dans le cadre de sa politique extérieure en matière de droits de l'homme.

Conformément à ces orientations, les conclusions visent principalement à promouvoir l'égalité entre les sexes, à garantir l'autonomisation des filles, à intégrer les droits de l'enfant dans tous les secteurs et dans toute la programmation et à encourager les pays partenaires à adopter une stratégie nationale concernant les droits de l'enfant. Le Conseil devrait réaffirmer que l'UE soutient les travaux menés par les acteurs internationaux et régionaux concernés dans le domaine des droits de l'enfant, notamment dans le cadre des Nations unies. En outre, le Conseil rappellera que l'UE joue un rôle actif en faveur des processus de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les réfugiés et de tous les enfants migrants.

[Protection et promotion des droits de l'homme](#)

[Révision des orientations de l'UE pour la promotion et la protection des droits de l'enfant \(2017\)](#)
